

Le collectivisme ou le commun? Eric Corijn*

Le collectif ! Quel concept difficile. Quel enjeu aussi. Est-ce au-delà des individus, est-ce entre eux ? Est-ce qu'on s'y perd ou est-ce qu'on y gagne ? Est-ce que cela existe sans ou avec vous ? Est-ce qu'on en fait partie d'emblée ou est-ce qu'il faut s'y engager ? Est-ce que le tout est plus que les parties ou est-ce juste ce que les parties y mettent ? Est-ce que cela existe de toute façon ou est-ce un projet ? Est-ce que c'est un objet, un sujet ou une relation ?

Je pars de loin. Depuis qu'on a « inventé » la démocratie, il y a débat sur qui doit faire partie de ce « collectif national ». Dans l'Ancien Régime la question ne se posait pas. Le pouvoir appartenait à Dieu qui l'avait investi dans la noblesse et le clergé. Le peuple était sujet du roi. C'est l'Etat moderne qui pose la question du peuple, qui détient le pouvoir légitime. Qui est donc ce peuple souverain ? Est-il le *démós* de la révolution française, les partenaires dans une loi et un parlement partagé, sans distinction de sexe, de religion, d'ethnie ou de position sociale ? Ces individus rationnels, partenaires dans un contrat social qui vaut pour le *droit du sol* ? Ou est-ce l'*ethnos* du romantisme qui nous dit que la nation n'est pas un libre choix, que la société existe avant l'individu, qu'on est socialisé dans une langue, une culture, un mode de vie et que cela produit un « Volksgeist », une âme ? Là, la culture donne forme au collectif, dans lequel on doit s'insérer, le peuple déjà existant qui fonde le *droit du sang*.

C'est un enjeu très concret. Dans notre ère il semble qu'il/elle n'a qu'à choisir entre la thèse libérale ou la thèse nationaliste. La première est formulée dans sa forme radicale par Margaret Thatcher qui a dit : la société n'existe pas, il n'y a que des individus et des contrats librement consentis. La deuxième est portée par la nouvelle droite qui lie le pouvoir et la souveraineté à un peuple autochtone historiquement établi. Comment donc rétablir un social qui ne serait pas automatique et figé ?

Le même débat anime les sciences sociales à la recherche de compréhension des comportements humains. Est-ce par l'analyse du contexte, des structures qui déterminent et organisent les pratiques sociales ? Ici les conditions sociales expliquent les attitudes des uns et des autres. Ou est-ce par la compréhension des acteurs, leur psychologie et leurs motivations ? Maintenant il s'agit de comprendre la psychologie et le parcours individuel, l'individu. Quelle est cette dialectique entre structure et acteur ? Comment se construit l'interaction, ou la structuration ?

* *Eric Corijn est philosophe de la culture et sociologue, professeur en Etudes Urbaines à la Vrije Universiteit Brussel. Il y est le fondateur de COSMOPOLIS, Centre for Urban Studies. Il est vice-président de la Brussels Studies Institute, directeur de la Brussels Academy et animateur de la Charleroi Academy, vice-président de la Commission Régionale de Développement de la RBC, membre du jury de la Rénovation Urbaine en Flandre, consultant pour le Global Parliament of Mayors. Il est l'auteur de plus de 300 publications. Il est aussi activiste dans la société civile et très actif dans des projets artistiques.*

Où se trouve exactement la liberté d'action ? Et, est-ce une action individuelle ou collective ?

Tout cela inspire des idéologies différentes. Le libéralisme politique part d'un individualisme méthodologique, du libre choix et des contrats qui forment les rapports sociaux. Le contexte en est le marché où l'échange contractuel se fait. Le néolibéralisme radical considère tout autre loi, réglementation ou imposition comme une entrave à la liberté individuelle. Les nationalistes ou les idéologies religieuses le cherchent par contre dans des caractéristiques de groupe inamovibles, essentielles, éternelles même. Le collectif est supra-individuel, supra-humain même. On ne peut que s'y soumettre. Et puis il y a les socialismes qui analysent les inégalités sociales et cherchent à construire une collectivité d'intérêts, une solidarité de classe. Et à partir d'un tel programme une lutte pour le pouvoir dans l'état peut aboutir à une collectivisation des moyens de production et par ce biais à une société comme collectif. Le collectif, le communisme, comme produit final de l'histoire, comme société sans classes. Et plus récemment l'écologisme a apporté une lecture écosystémique. L'être humain fait partie de l'écosystème naturel et se doit de respecter ses équilibres. Voilà déjà quatre options différentes : le collectif à dissoudre dans l'individualité, le collectif préexistant à laquelle on doit se soumettre, le collectif produit par un programme et une discipline ou le collectif comme partie prenante de la dynamique écosystémique ...

Le penseur juif austro-hongrois Karl Polanyi (1886 - 1964) nous apprend trois sphères de lien social : le marché et ses échanges, l'état et sa redistribution et puis la sphère de la réciprocité, du partage, du commun. Le capitalisme vise surtout cette sphère pour la privatiser et l'intégrer dans le marché. Depuis quelques siècles les communautés et leurs partages ont été déconstruits. Il est vrai que cela augmente la liberté individuelle et détache des liens de devoir, de dette ou de dus. Mais il est vrai aussi que cette individualisation mène à un égocentrisme exacerbé, un opportunisme et une concurrence, une atomisation. Cela n'est pas compensé par les services publics ou la redistribution par l'état, d'autant plus que l'état néolibéral oriente sa politique quand même vers la consommation sur le marché.

Et donc le commun resurgit. Le partage et l'entre-aide comme pansement sur une état social en déperdition. La production autonome comme réaction aux fraudes et pertes de qualité de la production de masse industrielle. La montée de l'agriculture urbaine, les repair cafés, les monnaies alternatives, les coopératives de production sont autant d'exemples de cette nouvelle économie de partage. Le réseau social et l'auto-organisation comme alternative à la perte de contrôle citoyen. Bref le projet collectif devient une voie de transition durable, équitable et solidaire dans un monde en crise de mondialisation néolibérale.

Le projet de collectivisme d'état n'est plus crédible. Le bilan de l'expérience stalinienne est négatif. Le totalitarisme est à rejeter. Une société n'est donc pas un collectif. Mais la vie n'est pas non plus un projet individuel. Cette liberté n'existe pas. Et elle est en plus malsaine, névrosée, compétitive et opportuniste. Et donc la vie en commun, le partage, l'échange égalitaire, l'autogestion redeviennent à la mode. Pour avoir le commun il faut combiner production et

échange en groupe avec une gouvernance interne démocratique et égalitaire. Mais est-ce que cela n'est pas non plus le mode de vie de ce *collectif*, produit des révoltes d'après-guerre et à la recherche d'alternatives pour l'entreprise capitaliste ? A quoi bon de s'interroger ? Il s'agit surtout d'agir. Les mots ont surement leur importance, mais les pratiques prévalent...